

**Art. 61.** Les établissements soumis à autorisation en application des dispositions prises par ou en vertu de ce décret sont tenus de désigner la personne physique responsable de l'exécution des mesures prises en vertu du présent décret et des prescriptions de l'autorisation accordée.

**Art. 62.** Est considérée comme complice d'une infraction à une disposition fixée par ou en vertu de ce décret ou à une disposition de l'autorisation accordée, toute personne habilitée à donner des ordres ou des instructions au contrevenant, sauf s'il est établi qu'elle n'a pas pu empêcher l'infraction.

**Art. 63.** Toutes les dispositions du Livre I du Code pénal, excepté les chapitres V et VII, mais y compris l'art. 85, sont applicables aux délits prévus par le présent décret.

#### CHAPITRE XIII. — Dispositions transitoires et abrogatoires

**Art. 64.** § 1er. L'Exécutif flamand crée la Société des déchets dans les six mois de la publication du présent décret au *Moniteur belge*.

§ 2. Aussi longtemps que la société des déchets n'aura pas entrepris ses activités, les tâches définies en vertu du présent décret seront exécutées par l'Exécutif flamand.

**Art. 65.** Pour la Région flamande, sont abrogés :

1. l'article 3, § 2 de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution; la conservation de la nature;
2. l'article 38 de la loi du 12 juillet 1973 dans la mesure où elles concernent les déchets auxquels ce décret est applicable :

L'abrogation des dispositions légales précitées entre en vigueur le jour où les dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution qui règlent cette matière sont rendus applicables à la matière faisant l'objet des dispositions légales précitées.

**Art. 66.** Les arrêtés pris en exécution de l'art. 3, § 2 de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution restent en vigueur jusqu'à leur abrogation ou jusqu'au moment de l'expiration de leur durée de validité.

**Art. 67.** Les dispositions du présent décret entrent en vigueur aux dates fixées par l'Exécutif flamand et au plus tard trois ans après leur publication au *Moniteur belge*.

**Art. 68.** § 1. Les autorisations pour l'élimination des déchets accordées en application du règlement général sur la protection du travail arrivent à échéance, le jour où, en application du présent décret, une décision définitive aura été prise concernant la demande d'autorisation que les personnes et les établissements soumis à autorisation doivent introduire dans l'année qui suit l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. Les demandes d'autorisation pour l'élimination des déchets introduites en application du règlement général sur la protection du travail et n'ayant encore fait l'objet d'aucune décision lors de l'entrée en vigueur du présent décret, restent soumises au règlement général sur la protection du travail, sans préjudice des dispositions du § 1.

§ 3. L'Exécutif flamand fixe les conditions et le délai dans lesquels les personnes et les établissements soumis à autorisation par le présent décret peuvent poursuivre provisoirement les activités soumises à autorisation qu'ils exerçaient à l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons ce décret, ordonnons qu'il soit publié par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 juillet 1981.

### BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Communauté flamande,

M. GALLE

\* Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

F. 81 — 1185

23 JUNI 1981. — Arrêté royal modifiant et complétant l'arrêté royal du 10 octobre 1978 portant exécution des articles 1, 2, 5, 7, 10 et 12 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

1. Ce projet d'arrêté royal est en exécution de la loi de redressement en matière des Classes moyennes du 10 février 1981, dont l'article 5 apporte un complément à l'article 1er de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique dont le Titre I libelle « Encouragement de l'emploi dans les petites et moyennes entreprises » et le chapitre 1er « L'expansion économique des petites et moyennes entreprises », par laquelle il est devenu possible d'accorder une aide sous la forme d'une prime de premier établissement aux personnes qui n'ont pas dépassé l'âge de 35 ans et qui s'établissant pour la première fois dans une profession indépendante pouvant bénéficier des aides visées au Titre I, chapitre 1er, section 1ère de la loi mentionnée ci-dessus. Les personnes qui ont dépassé l'âge de 35 ans et qui sont inscrites depuis six mois au moins comme demandeur d'emploi-chômeur à l'Office national de l'Emploi, bénéficient également de cette prime si elles satisfont aux mêmes conditions.

2. Dans son avis L. 14.141/1 le Conseil d'Etat a établi que le règlement contenu dans le présent projet concerne par essence la promotion de l'emploi dans le secteur des petites et moyennes entreprises et que cette affaire ne peut pas être insérée dans une

N. 81 — 1185

23 JUNI 1981. — Koninklijk besluit tot wijziging en aanvulling van het koninklijk besluit van 10 oktober 1978 tot uitvoering van de artikelen 1, 2, 5, 7, 10 en 12 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

1. Dit ontwerp van koninklijk besluit is in uitvoering van de Herstelwet inzake de Middenstand van 10 februari 1981, waarvan artikel 5 een aanvulling aanbrengt aan artikel 1 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering waarvan Titel I luidt « Aanmoediging van de tewerkstelling in de kleine en middelgrote ondernemingen » en Hoofdstuk I « De economische expansie van de kleine en middelgrote ondernemingen », waardoor het mogelijk wordt een tegemoetkoming te verlenen onder de vorm van een premie van eerste vestiging aan de personen die de leeftijd van 35 jaar niet hebben overschreden en die zich voor de eerste maal vestigen in een zelfstandig beroep dat van in titel I, hoofdstuk I, afdeling I, van hogergenoemde wet bedoelde tegemoetkomingen kan genieten. De personen die de leeftijd van 35 jaar hebben overschreden en die sedert ten minste zes maanden bij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening zijn ingeschreven als werkzoekende werkloze, genieten eveneens deze premie indien zij aan dezelfde voorwaarde voldoen.

2. In zijn advies L.14.141/1 heeft de Raad van State gesteld dat de regeling vervat in onderhavig ontwerp in essentie de bevordering van de tewerkstelling in de sector van de kleine en middelgrote ondernemingen betreft en dat deze aangelegenheid

des matières qui sont attribuées aux régions par la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et qu'elle ne peut dès lors être réalisée qu'au moyen d'une réglementation nationale.

3. Selon l'article 6, § 1er, VI, 4e, lit. b) de la loi spéciale de réformes institutionnelles en date du 8 août 1980 l'aide aux entreprises ou unités d'exploitation, en ce compris les règles pour l'application de la législation et de la réglementation de l'expansion économique régionale, est une matière régionalisée.

4. Selon l'Exposé des Motifs à la loi spéciale de réformes institutionnelles (Document Sénat 79-80, n° 434/1/p. 28) toute aide aux petites et moyennes entreprises peut être considérée comme relevant de la compétence des régions, notamment pour autant que celle-ci se rattache à la législation d'expansion économique concernée.

5. Au cours du Conseil des Ministres du 13 mars 1981, il a été décidé que les arrêtés royaux réglant l'application de la loi de redressement seront pris à l'initiative des régions de commun accord avec le Ministre des Classes moyennes. Cette consultation a eu lieu le 23 mars 1981, le 22 avril 1981 et le 7 mai 1981.

6. Pour toutes ces raisons l'Exécutif flamand a décidé au cours de sa réunion du 15 juin 1981 de ne pas se rendre à l'avis du Conseil d'Etat.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,

Le Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale  
et à l'Aménagement du Territoire,  
P. AKKERMANS

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section législation, première chambre, prié le 19 mai 1981 par le Secrétaire d'Etat de la Communauté flamande de lui donner avis, dans le délai de trois jours au plus, au sujet d'un projet d'arrêté royal « modifiant et complétant l'arrêté royal du 10 octobre 1978 portant exécution des articles 1, 2, 5, 7, 10 et 12 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique », a le 20 mai 1981 donné l'avis suivant :

Le règlement contenu dans le projet concerne par essence la promotion de l'emploi dans le secteur des petites et moyennes entreprises. Cette affaire ne peut pas être insérée dans une des matières attribuées aux Régions par la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Elle ne peut dès lors être réalisée qu'au moyen d'une réglementation nationale.

La Chambre était composée de :

Messieurs :

H. ADRIAENS, président,  
H. COREMANS et Gh. TACQ, conseillers d'Etat,  
Madame M. BENARD, greffier.

Le rapport a été fait par M. J. VERMEIRE, auditeur adjoint.

Le GREFFIER,  
M. BENARD

LE PRESIDENT,  
H. ADRIAENS

F. 81 — 1186

23 JUNI 1981. — Arrêté royal modifiant et complétant l'arrêté royal du 10 octobre 1978 portant exécution des articles 1, 2, 5, 7, 10 et 12 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

niet kan worden ingepast in een van de materies welke door de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen aan de gewesten zijn toebedeeld en dat zij derhalve niet dan bij wege van een nationale reglementering kan worden gerealiseerd.

3. Volgens artikel 6, § 1, VI, littera b) van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen d.d. 8 augustus 1980 is de hulp aan de ondernemingen of exploitatie-eenheden, met inbegrip van de regels voor toepassing van de wetgeving en de reglementering op de gewestelijke economische expansie een geregionaliseerde materie.

4. Volgens de Memorie van Toelichting bij de bijzondere wet tot hervorming der instellingen (Document Senaat 79-80, nr. 434/1/p. 28) mag elke hulpverlening aan de kleine en middelgrote ondernemingen worden beschouwd als behorende tot de bevoegdheid van de gewesten, inzonderheid voor zover deze aansluit bij de betrokken economische expansiewetgeving.

5. Tijdens de Ministerraad van 13 maart 1981 werd beslist dat de koninklijke besluiten tot regeling van de toepassing van de herstelwet zullen genomen worden op initiatief van de gewesten in overleg met de Minister van Middenstand. Dit overleg heeft plaatsgehad op 23 maart 1981, 22 april 1981 en 7 mei 1981.

6. Om al deze redenen heeft de Vlaamse Executieve tijdens haar vergadering van 15 juni 1981 beslist niet in te gaan op het advies van de Raad van State.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,

De Vlaamse Staatssecretaris voor Streekeconomie  
en Ruimtelijke Ordening,  
P. AKKERMANS

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19e mei 1981 door de Staatssecretaris voor de Vlaamse Gemeenschap verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging en aanvulling van het koninklijk besluit van 10 oktober 1978 tot uitvoering van de artikelen 1, 2, 5, 7, 10 en 12 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering », heeft de 20e mei 1981 het volgend advies gegeven :

De regeling vervat in het ontwerp betreft in essentie de bevordering van de tewerkstelling in de sector van de kleine en middelgrote ondernemingen. Deze aangelegenheid kan niet worden ingepast in een van de materies welke door de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen aan de Gewesten zijn toebedeeld. Zij kan derhalve niet dan bij wege van een nationale reglementering worden gerealiseerd.

De Kamer was samengesteld uit :

De heren :

H. ADRIAENS, voorzitter,  
H. COREMANS en Gh. TACQ, staatsraden,  
Mevrouw M. BENARD, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. VERMEIRE, adjunct-auditeur.

DE GRIFFIER,  
M. BENARD

DE VOORZITTER,  
H. ADRIAENS

N. 81 — 1186

23 JUNI 1981. — Koninklijk besluit tot wijziging en aanvulling van het koninklijk besluit van 10 oktober 1978 tot uitvoering van de artikelen 1, 2, 5, 7, 10 en 12 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Vu la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles:

Vu la loi de redressement du 10 février 1981 en matière des Classes moyennes, notamment les articles 5 et 9;

Vu l'arrêté royal du 10 octobre 1978 portant exécution des articles 1, 2, 5, 7, 10 et 12 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat flamand à l'Economie régionale et à l'Aménagement du Territoire et sur avis de l'Exécutif flamand qui en a délibéré,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** L'application de cet arrêté est limitée au territoire de la Région flamande.

**Art. 2.** L'arrêté royal du 10 octobre 1978 portant exécution des articles 1, 2, 5, 7, 10 et 12 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique est complété par un chapitre VIbis libellé comme suit : « Primes de premier établissement ».

Le nouveau chapitre est inséré après l'article 14 de l'arrêté royal mentionné au précédent alinéa.

**Art. 3.** L'arrêté royal du 10 octobre 1978 portant exécution des articles 1, 2, 5, 7, 10 et 12 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique est complété par un article 14bis libellé comme suit :

« L'article 14bis. § 1er. En application des articles 1, e) et 11bis de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, une prime de premier établissement de 50 000 F peut, dans les limites des moyens budgétaires prévus à cette fin, être accordée à des personnes physiques qui n'ont pas dépassé l'âge de 35 ans et aux personnes physiques qui ont dépassé l'âge de 35 ans et qui sont inscrites depuis six mois au moins à l'Office national de l'Emploi comme demandeur d'emploi-chômeur. Les deux dispositions valent pour les personnes qui s'établissent pour la première fois dans une profession indépendante, aussi bien sous la forme d'une entreprise individuelle que comme gérant ou administrateur d'une société nouvellement créée, par laquelle elles sont en qualité de profession principale assujetties au statut social des travailleurs indépendants.

§ 2. La prime de premier établissement sera accordée à toutes les personnes physiques qui satisfont aux conditions mentionnées au § 1er pour autant qu'elles s'affilient auprès d'une Caisse d'Assurances sociales pour travailleurs indépendants avec début de l'activité professionnelle comme profession principale à partir du 1er janvier 1981 et y étant inscrites sans interruption pendant quatre trimestres.

§ 3. La Caisse d'Assurances sociales pour travailleurs indépendants de l'intéressé introduit auprès de l'administration compétente au plus tard dans les deux mois qui suivent la date d'affiliation auprès de la Caisse d'Assurances sociales pour travailleurs indépendants un bulletin de demande, signé par l'intéressé, conjointement avec un certificat d'affiliation mentionnant l'identité de l'intéressé, son numéro d'affiliation, la date de début de l'activité comme activité principale, la nature de la profession. A ce certificat, elle joint une copie du registre commercial ou du registre artisanal ou si l'exercice de la profession n'est pas assujéti à l'inscription dans un des deux registres, un certificat du contrôleur de la taxe sur la valeur ajoutée et le cas échéant un certificat de l'Office national de l'Emploi, par lequel il est confirmé que l'intéressé a été inscrit comme demandeur d'emploi-chômeur pendant six mois au moins.

Si la date de début de l'activité indépendante tombe après la date d'affiliation auprès de la Caisse d'Assurances sociales pour travailleurs indépendants, la demande doit être introduite dans les deux mois qui suivent le début de l'activité.

§ 4. L'administration compétente confirme à la Caisse d'Assurances sociales pour travailleurs indépendants et à l'intéressé qu'une prime de premier établissement est accordée ou non.

Dans l'affirmative la moitié de la prime, soit 25 000 F, est versée à la Caisse d'Assurances sociales pour travailleurs indépendants, qui affecte cette prime comme acompte pour le paie-

Gelet op de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de herstellwet van 10 februari 1981 inzake de Middenstand, inzonderheid op de artikelen 5 en 9;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 oktober 1978 tot uitvoering van de artikelen 1, 2, 5, 7, 10 en 12 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vlaamse Staatssecretaris voor Streekeconomie en Ruimtelijke Ordening en op het advies van de Vlaamse Executieve die erover beraadslaagd heeft,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De toepassing van dit besluit is beperkt tot het grondgebied van het Vlaamse Gewest.

**Art. 2.** Het koninklijk besluit van 10 oktober 1978 tot uitvoering van de artikelen 1, 2, 5, 7, 10 en 12 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering wordt aangevuld met een hoofdstuk VIbis luidend als volgt : « Premies voor eerste vestiging ».

Het nieuw hoofdstuk wordt ingevoegd na artikel 14 van het in vorig lid vermeld koninklijk besluit.

**Art. 3.** Het koninklijk besluit van 10 oktober 1978 tot uitvoering van de artikelen 1, 2, 5, 7, 10 en 12 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering wordt aangevuld door een artikel 14bis luidend als volgt :

« Art. 14bis. § 1. Bij toepassing van de artikelen 1, e) en 11bis van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering kan binnen de daartoe voorziene begrotingsmiddelen een premie van eerste vestiging van 50 000 F worden toegekend aan natuurlijke personen die de leeftijd van 35 jaar niet hebben overschreden en aan de natuurlijke personen die de leeftijd van 35 jaar hebben overschreden en die sedert ten minste zes maanden bij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening zijn ingeschreven als werkzoekende werkloze. Beide bepalingen gelden voor de personen die zich voor de eerste maal in een zelfstandig beroep vestigen, zowel onder de vorm van een eenmanszaak of als zaakvoerder of beheerder van een nieuw opgerichte vennootschap, waardoor zij als hoofdberoep onderworpen worden aan het sociaal statuut der zelfstandigen.

§ 2. De premie van eerste vestiging zal aan alle natuurlijke personen die aan de in § 1 vermelde voorwaarden voldoen worden toegekend voor zover zij aansluiten bij een Sociaal Verzekeringsfonds voor Zelfstandigen met aanvang van de beroepsactiviteit als hoofdberoep vanaf 1 januari 1981 en er onafgebroken ingeschreven zijn gedurende vier kwartalen.

§ 3. Het Sociaal Verzekeringsfonds voor Zelfstandigen van de betrokkene dient uiterlijk binnen de twee maanden na de datum van aansluiting bij het Sociaal Verzekeringsfonds voor Zelfstandigen bij de bevoegde administratie een aanvraagformulier in, ondertekend door betrokkene, samen met een attest van aansluiting vermeldende de identiteit van betrokkene, zijn aansluitingsnummer, de datum van aanvang van de activiteit als hoofdberoep, de aard van het beroep. Bij dit attest voegt het een afschrift van het handelsregister of het ambachtsregister, of indien de uitoefening van het beroep niet onderworpen is aan de inschrijving in een van beide registers een attest van de controleur van de belasting over de toegevoegde waarde en in voorkomend geval een attest van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening waarbij bevestigd wordt dat betrokkene minstens zes maanden als werkzoekende werkloze was ingeschreven. Indien de datum van aanvang van de zelfstandige activiteit valt na de datum van aansluiting bij het Sociaal Verzekeringsfonds voor Zelfstandigen, moet de aanvraag ingediend worden binnen de twee maanden na de aanvang van de activiteit.

§ 4. De bevoegde administratie bevestigt aan het Sociaal Verzekeringsfonds voor Zelfstandigen en aan de betrokkene dat een premie van eerste vestiging al dan niet wordt toegekend.

In bevestigend geval wordt de helft van de premie, zijnde 25 000 F, gestort aan het Sociaal Verzekeringsfonds voor Zelfstandigen, dat deze premie aanwendt als voorschot ter betaling van de bijdrage voor het Sociaal Statuut der Zelfstandigen van

ment de la cotisation au statut social des travailleurs indépendants de l'intéressé. Au bout de deux trimestres et pour autant que l'intéressé soit encore affilié, la Caisse nationale d'assurances sociales pour travailleurs indépendants sollicite le solde de 25 000 F auprès de l'administration compétente.

§ 5. Des primes indûment obtenues doivent être restituées. La décision de restitution est prise par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat, de la compétence de qui relève l'expansion économique des petites et moyennes entreprises. »

Art. 4. Cet arrêté produit ses effets le 1er janvier 1981.

Art. 5. A titre de disposition transitoire les demandes des personnes, dont le début de l'activité professionnelle comme profession principale se situe entre le 1er janvier 1981 et la date de publication du présent arrêté royal, peuvent être introduites dans les deux mois qui suivent la publication.

Art. 6. Notre Secrétaire d'Etat flamand à l'Economie régionale et à l'Aménagement du territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 juin 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Secrétaire d'Etat flamand à l'Economie régionale et à l'Aménagement du territoire,

P. AKKERMANS

betrokkene. Na verloop van twee kwartalen en in zoverre betrokkene nog aangesloten is vordert het Sociaal Verzekeringsfonds voor Zelfstandigen het saldo van 25 000 F bij de bevoegde administratie.

§ 5. Onrechtmatig verkregen premies moeten worden teruggegeven. De beslissing tot terugvordering wordt genomen door de Minister of Staatssecretaris tot wiens bevoegdheid de economische expansie van de kleine en middelgrote ondernemingen behoort. »

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1981.

Art. 5. Ten titel van overgangsbepaling mogen de aanvragen van de personen waarvan de aanvang van de beroepsactiviteit als hoofdberoep gelegen is tussen 1 januari 1981 en de datum van publicatie van onderhavig koninklijk besluit ingediend worden binnen de twee maanden na de publicatie.

Art. 6. Onze Vlaamse Staatssecretaris voor Streekeconomie en Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 juni 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vlaamse Staatssecretaris voor Streekeconomie en Ruimtelijke Ordening,

P. AKKERMANS

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE FRANÇAISE ET MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE NEERLANDAISE

F. 81 — 1187

10 AVRIL 1981. — Arrêté royal fixant les échelles de traitement des grades particuliers du Fonds des Bâtiments scolaires provinciaux et communaux

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 29 et 67 de la Constitution;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement notamment les articles 13 et 19, telle que modifiée par la loi du 11 juillet 1973;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, notamment l'article 4, 2°;

Vu l'arrêté royal du 13 janvier 1975 fixant le statut du personnel du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat et du Fonds des Bâtiments scolaires provinciaux et communaux;

Vu l'arrêté royal du 13 janvier 1975 fixant pour le Fonds des Bâtiments scolaires provinciaux et communaux, le cadre du personnel géré par le Ministre de l'Education nationale, secteur français;

Vu l'arrêté royal du 13 janvier 1975 fixant pour le Fonds des Bâtiments scolaires provinciaux et communaux, le cadre du personnel géré par le Ministre de l'Education nationale, secteur néerlandais;

Vu les avis des Comités de Consultation syndicale, donnés le 5 avril et le 22 mai 1979;

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN NEDERLANDSE CULTUUR EN MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN FRANSE CULTUUR

N. 81 — 1187

10 APRIL 1981. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden bij het Fonds voor Provinciale en Gemeentelijke Schoolgebouwen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de artikelen 29 en 67 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op de artikelen 13 en 19, zoals ze gewijzigd werd door de wet van 11 juli 1973;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, zoals het gewijzigd werd;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, inzonderheid op artikel 4, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 januari 1975 tot vaststelling van het statuut voor het personeel van het Gebouwenfonds voor de Rijksscholen en het Fonds voor Provinciale en Gemeentelijke Schoolgebouwen;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 januari 1975 tot vaststelling, voor het Fonds voor Provinciale en Gemeentelijke Schoolgebouwen, van de personeelsformatie beheerd door de Minister van Nationale Opvoeding, Franse sector;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 januari 1975 tot vaststelling, voor het Fonds voor Provinciale en Gemeentelijke Schoolgebouwen, van de personeelsformatie beheerd door de Minister van Nationale Opvoeding, Nederlandse sector;

Gelet op de adviezen van de Syndicale Raden van Advies, gegeven op 5 april en 22 mei 1979;